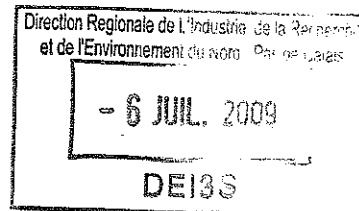




Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

03 JUL. 2009



PRÉFECTURE DU NORD

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE L'ENVIRONNEMENT
BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

Réf. D.A.G.E./3 - BC

Arrêté préfectoral imposant au Syndicat Intercommunal à Vocations Multiples (SIVOM) de l'Aa des prescriptions complémentaires relatives à la réhabilitation et au suivi post-réhabilitation du dépôt sauvage de déchets situé sur le territoire de la commune de SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa

Le préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
préfet du Nord,
officier de l'ordre national de la légion d'honneur
commandeur de l'ordre national du mérite

VU le code de l'environnement, notamment l'article R 512-31;

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 1988 autorisant le Syndicat à Vocations Multiples des cantons de Bourbourg et de Gravelines - siège social : Cantons de BOURBOURG-GRAVELINES Place Charles Valentin 59820 GRAVELINES - à exploiter une usine d'incinération d'ordures ménagères et résidus urbains au lieudit La Taurrelle Bleue à SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 6 décembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires au Syndicat à Vocations Multiples des Cantons de Bourbourg et Gravelines la réalisation d'une étude de sols concernant le terrain connexe à l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de SAINT-GEORGES-SUR L'Aa ;

VU l'arrêté préfectoral du 14 février 2006 mettant en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'arrêté complémentaire susvisé ;

VU les études réalisées sur site par la Société ETRS missionné par le SIVOM de l'Aa, propriétaire du terrain, qui ont permis de mieux connaître les caractéristiques des déchets présents sur le site et l'état du terrain sous-jacent, plusieurs scénarii de réhabilitation du site ont été étudiés dont le choix s'est porté sur le confinement de la totalité des déchets sur site ;

VU le rapport en date du 22 décembre 2008 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que la solution de confinement proposé par le SIVOM de l'AA va permettre de supprimer l'ensemble des voies de transfert possibles entre la source (mélange de déchets et fraction terreuse) et les cibles identifiées dans le schéma conceptuel du site ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire d'encadrer notamment les travaux de remise en état et le suivi dans le temps des éléments constitutifs de la cellule de confinement, le maintien d'une surveillance de la qualité des eaux souterraines autour du site, la mise en place d'une clôture et la constitution d'un dossier pour institution de Servitudes d'Utilité Publique par un arrêté préfectoral complémentaire ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 17 février 2009 ;

VU les observations émises lors du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord en date du 17 février 2009 relatif au dossier lié à la réhabilitation du site de l'ancienne Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères connexe au terrain précité et propriété du SIVOM de l'Aa ;

VU le rapport en date du 27 avril 2009 de Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement, duquel il ressort que sur la base des compléments apportés par l'exploitant le 22 avril 2009, un avis favorable peut être émis à la modification des conditions de remise en état du site de l'ancienne usine d'incinération d'ordures ménagères de SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa et qu'en conséquence le projet d'arrêté complémentaire de réhabilitation du terrain connexe à l'ancienne Usine d'Incinération d'Ordures Ménagères de SAINT-GEORGES-SUR-L'Aa peut aussi être représenté au prochain conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord ;

VU l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 mai 2009 ;

SUR la proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRETE

ARTICLE 1

Le Syndicat à Vocations Multiples de l'Aa, ci après définit l'exploitant, dont le siège social est situé Place Charles Valentin à GRAVELINES (59820), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté relatif à la réhabilitation et au suivi post-réhabilitation du dépôt sauvage de déchets situé sur le territoire de la commune de St Georges sur l'Aa sur le terrain cadastré - parcelle 53 section ZA - au cadastre de la mairie de St Georges sur l'Aa.

ARTICLE 2 : Modification des prescriptions antérieures

L'arrêté préfectoral complémentaire du 6 décembre 2004 imposant des prescriptions complémentaires au Syndicat à Vocations Multiples des Cantons de Bourbourg et Gravelines dans le cadre de la cessation d'activité de l'ancienne usine d'incinération de Saint Georges sur l'Aa est annulé et remplacé par le présent arrêté.

ARTICLE 3 : Réaménagement - Couverture

Article 3.1: Objectif de réhabilitation

L'ensemble des déchets présents sur le site sont excavés pour faire l'objet d'un confinement au sein d'une cellule de confinement mise en place sur le site. Les opérations d'excavation sont réalisées jusqu'à ce que le terrain naturel soit atteint et que les analyses de fond de fouille mettent en évidence:

- des concentrations en métaux lourds (arsenic, cadmium, chrome, cuivre, nickel, plomb, zinc, mercure) inférieures ou égales à celles du fond géochimique local,
- des concentrations en hydrocarbures totaux et PCB inférieures ou égales aux seuils analytiques de détection.

Les prélèvements pour analyses de fond de fouilles définies ci dessus sont réalisés selon un protocole établi par l'exploitant. Le protocole d'échantillonnage et les résultats d'analyses sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 3.2:

En cas de constat par l'exploitant d'impossibilité d'atteinte des objectifs de dépollution du sol fixé à l'article 3.1, l'exploitant:

- suspend les travaux de réhabilitation du site définis dans le présent arrêté et prend toute dispositions pour maintenir la mise en sécurité du site durant cette période d'arrêt de travaux,
- adresse sous 1 mois à Monsieur le Préfet du Nord un rapport précisant les raisons pour lesquelles ces objectifs de réhabilitation ne peuvent être atteints et comprenant notamment:
 - un plan de gestion actualisé,
 - une Analyse des Risques Résiduels démontrant l'absence de risques pour les cibles potentielles identifiées au regard du nouvel objectif de dépollution proposé.

La reprise, le cas échéant, des travaux de réhabilitation définis dans le présent arrêté, ne pourra intervenir qu'après accord de l'inspection des installations classées.

Article 3.3 : Constitution de la cellule de confinement

3.3.1 Configuration

Sans préjudice des dispositions du présent arrêté, le réaménagement et la couverture du dépôt sont exécutés conformément aux indications figurant dans le dossier "Plan de Gestion - Rapport Etf1151/B1" de août 2008 adressé à l'Inspection des Installations Classées le 19 septembre 2008.

Le fond de la cellule de confinement, assis sur le fond de fouille défini à l'article 3.1, est constitué, du bas vers le haut, par:

- une couche d'argile d'une épaisseur minimale de 1 mètre et de perméabilité maximale de 10^{-9} m/s constituant la barrière de sécurité passive,
- une géomembrane étanche,
- un géotextile anti-poinçonnement,
- une couche de sables d'une épaisseur de 0,2 m, destinée à drainer les lixiviats.

La géomembrane doit être compatible avec les déchets stockés et mécaniquement acceptable au regard de la géotechnique du projet. Sa mise en place doit en particulier conduire à limiter autant que possible toute sollicitation mécanique en traction et en compression dans le plan de pose, notamment après stockage des déchets.

Une digue périphérique constituée de matériaux sains rapportés est aménagée sur la périphérie de la cellule. Le flanc interne de la digue est recouvert d'une couche d'argile de 1 mètre d'épaisseur et de perméabilité maximale de 10^{-9} m/s.

La base de la cellule de confinement est située à un minimum de 1 mètre au dessus du niveau des plus hautes eaux. Le fond de la cellule possèdera une pente suffisante de façon que les lixiviats soient drainés gravitairement vers un point bas central matérialisé par un puits de captage des lixiviats et du biogaz.

La géomembrane étanche constituant la barrière de sécurité active en fond de cellule est ancrée sur la digue périphérique à une hauteur minimale de 4 mètres par rapport au fond de cellule.

3.3.2 Contrôles

Des contrôles par un organisme tiers indépendant sont réalisés lors de la constitution de la cellule de confinement.

Ceux ci concernent la vérification de:

- la mise en place suivant les règles de l'art et de la perméabilité de la couche d'argile ,
- la qualité de la géomembrane et la bonne réalisation de sa pose (ancrage et vérification des soudures notamment)

Les rapports de contrôles sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Article 3.4 : Constitution de la couverture - captage des biogaz et lixiviats

La couverture de la cellule de confinement est constituée, du bas vers le haut, par:

- une couche de sables d'une épaisseur de 0,2 mètres et de drains destinés à drainer le biogaz vers le puits de captage du biogaz et des lixiviats,
- un géotextile anti-poinçonnement,
- une couche d'argile d'une épaisseur minimale de 0,5 mètres et de perméabilité maximale de 10^{-9} m/s présentant une pente d'au moins 3%,
- une géomembrane étanche,
- un géotextile anti-poinçonnement,

- une couche de terre végétale d'au moins 0,2 mètres d'épaisseur permettant le développement d'une végétation favorisant une évapo-transpiration maximale (engazonnement et entretiens réguliers: deux tontes par an au minimum) et d'éviter les plantations à racines perforantes.

La digue périphérique est recouverte sur sa face externe d'une couche de terre végétale sur une épaisseur d'au moins 0,2 mètres d'épaisseur engazonnée.

Toutes dispositions sont prises sur la topographie notamment pour empêcher l'infiltration des eaux météoriques dans la butte.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour garantir la stabilité de la butte dans le temps.

La totalité du terrain est clôturée au moyen d'un grillage en matériaux résistant d'une hauteur minimale de deux mètres ou de tout autre type de clôture présentant des garanties au moins équivalentes.

Article 3.5: Échéances

Les travaux de réaménagement sont réalisés progressivement, dès la notification du présent arrêté, en fonction des conditions météorologiques.

L'exploitant prend toutes dispositions nécessaires pour que la totalité des travaux de réaménagement et de couverture soit achevée au plus tard le 1^{er} juillet 2010. L'exploitant transmet à l'Inspection des Installations Classées le phasage prévisionnel du chantier avant démarrage des travaux et informe l'inspection des installations classées de l'état d'avancement des travaux avant le 30 juin 2009.

ARTICLE 4 : Eaux superficielles

Article 4.1: Gestion des lixiviats

Les eaux pluviales ayant été en contact avec les terres polluées et déchets au sein de la cellule de confinement avant mise en place de la couverture étanche et plus généralement les eaux collectées au sein du puits de captage des lixiviats et du biogaz font l'objet d'une caractérisation par une analyse chimique de la composition globale et sont éliminées comme déchet dans une installations classée dûment autorisée à cet effet.

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des Installations Classées les résultats d'analyse de caractérisation ainsi que les justificatifs d'élimination des déchets dans des installations dûment autorisées à cet effet.

ARTICLE 5 : Surveillance des eaux souterraines

L'exploitant met en place autour du site un réseau de contrôle de la qualité de la nappe d'eau souterraine. Ce réseau est constitué d'un minimum de trois puits de contrôle dont au moins un est situé en amont et deux sont situés en aval du sens d'écoulement supposé de la nappe des eaux souterraines.

Les piézomètres constituant le réseau de surveillance font l'objet d'un nivellement des têtes.

Les piézomètres sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur et notamment la norme FD X 31-614.

Les têtes des piézomètres sont efficacement protégées contre tout risque de pollution.

Toutes dispositions sont prises pour signaler efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état.

Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne peut se faire qu'avec l'accord de l'Inspection des Installations Classées.

Les analyses concernant les prélèvements d'eau effectués dans les piézomètres portent à minima, pour chacun des prélèvements, sur les paramètres suivants:

PARAMETRE
Niveau
PH
Conductivité
Métaux totaux
HC totaux
AOX
COT
Indice phénol
Cyanures libres
Cyanures totaux
Chlorures
Fluorures
Sulfates
Ammonium
PCB
BTEX
Hap

Des prélèvements pour analyses sont réalisés à une fréquence trimestrielle pendant la phase des travaux de réaménagement et semestrielle ensuite.

ARTICLE 6 : Biogaz

Toutes dispositions nécessaires sont prises pour que le site ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les Biogaz collectés sont traités en tant que de besoin.

ARTICLE 7 : Programme de suivi

Un programme de suivi est réalisé dès la notification du présent arrêté et pendant une période minimale de 30 ans; il comprend au moins:

- les analyses de caractérisation de la composition chimique des lixiviats collectés dans le puits,
- l'entretien régulier du site (couverture végétale, clôture, puits de contrôle...),
- les contrôles de stabilité et observations géotechniques du site avec contrôle des repères topographiques et maintien du profil topographique nécessaire à la bonne gestion des eaux de ruissellement superficielles,
- la surveillance des eaux souterraines comprenant les analyses définies à l'article 5, réalisées à une fréquence trimestrielle pendant la phase des travaux de réaménagement et à une fréquence semestrielle ensuite.

Les résultats des contrôles d'analyse de la qualité de la nappe des eaux souterraines sont transmis commentés dans le mois qui suit leur réalisation à l'Inspection des Installations Classées. En cas d'évolution défavorable et significative d'un paramètre mesuré, les analyses périodiques réalisées conformément au programme de surveillance susvisé sont renouvelées pour ce qui concerne le paramètre en cause et éventuellement complétées par d'autres. Si l'évolution défavorable est confirmée, l'exploitant met en place un plan d'action et de surveillance renforcée qu'il transmet à l'inspecteur des installations classées. L'exploitant adresse à l'inspecteur des

installations classées un rapport circonstancié sur les observations obtenues en application du plan de surveillance renforcée.

Après quatre années de surveillance de la qualité des eaux souterraines, l'exploitant établit un bilan quadriennal des résultats de la surveillance mise en place. Ce bilan est transmis à Monsieur le Préfet du Nord dans un délai de 6 mois suivant son achèvement accompagné le cas échéant, de propositions pour de nouvelles modalités de surveillance.

ARTICLE 8 : Enregistrement des données

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier général de suivi du site de l'ancien dépôt comportant les documents suivants:

- le dossier de cessation d'activité comportant les rapports:
 - ✓ Diagnostic environnemental: rapport n°Etf974 de octobre 2007 mis à jour en juillet 2008
 - ✓ Etudes Approfondies: rapport d'investigations de mai 2008
 - ✓ Plan de gestion: rapport n°Etf1151/B1 de aout 2008
- les actes préfectoraux
- les résultats du programme de suivi défini à l'article 7,
- les résultats de tous les contrôles (constats, procès verbaux de réception de travaux, contrôles prévus à l'article 3.3.2 etc) et les résultats d'analyses prescrites dans le présent arrêté,
- les plans tenus à jour de l'ensemble du dépôt faisant apparaître les aménagements (clôture, voies d'accès et de circulation...), les niveaux topographiques, les dispositifs de surveillance, les zones réaménagées.

Ce dossier est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 9 : Contrôle et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de contrôles spécifiques, prélèvements et analyses de sols, déchets, effluents liquides ou gazeux, par un organisme tiers choisi par lui même ou dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet. Il peut également demander le contrôle de l'impact du dépôt sur le milieu récepteur. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 10 : Servitudes

Toutes dispositions sont prises pour interdire toute modification de la topographie des terrains ou travaux de forage au travers de la couverture, et plus généralement l'implantation de constructions et d'ouvrages susceptibles de nuire à la conservation de la couverture du site et à son contrôle. L'exploitant doit assurer la protection des ouvrages de contrôle et le maintien durable du confinement des déchets mis en place et en tant que de besoin limiter l'usage du sol du site.

A cet effet, l'exploitant dépose en préfecture du Nord dans un délai de trois mois suivant la notification du présent arrêté un dossier conforme aux dispositions de l'article R 515-27 du Code de l'Environnement afin qu'il soit procédé aux enquêtes publiques et administratives requises pour l'institution de Servitudes d'Utilité Publiques.

ARTICLE 11 : Mesures à prendre durant la phase des travaux de réhabilitation

Article 11.1 Dépollution

Toute découverte de zones polluées ou de polluants non répertoriés dans les rapports remis dans le cadre de la cessation d'activités et visés à l'article 8 du présent arrêté doit être portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées et faire l'objet d'un traitement approprié.

Article 11.2 Prévention des envols

Durant la phase de travaux, toutes dispositions sont prises pour éviter les envols de déchets et poussières (utilisation de filets de protection, arrosage des pistes de circulation des engins...).

Avant leur sortie du site, les roues des camions et engins font l'objet si nécessaire d'un nettoyage.

Article 11.3 Prévention de la lixiviation des déchets

Les déchets excavés en attente de confinement dans la cellule sont stockés provisoirement sur le site en andains. Ces andains sont recouverts d'un dispositif étanche empêchant l'exposition des déchets aux eaux météoriques. De plus, les déchets susceptibles de créer une pollution du sol par contact direct, sont stockés sur un dispositif étanche.

Article 11.4 Prévention de la pollution atmosphérique

Toutes dispositions sont prises pour que le site ne soit pas à l'origine de gaz odorants susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique durant la phase des travaux de réhabilitation.

En cas de détection de produits dans l'atmosphère à des concentrations dangereuses ou susceptibles d'incommoder le voisinage, les travaux sont immédiatement arrêtés et toutes dispositions sont prises pour permettre la reprise des travaux.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

Article 11.5 Prévention du bruit

Le chantier n'est en activité que pendant la plage horaire de 7h00 à 19h00 du lundi au vendredi sauf cas d'urgence.

Les installations mise en place pour la durée du chantier sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur du chantier, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

Article 11.6 Prévention des risques d'incendie

11.6.1 Moyens de secours

Le chantier de réhabilitation dispose des moyens nécessaires à la lutte contre l'incendie, en nombre suffisant et adaptés aux risques à combattre.

Ces moyens de secours sont disposés de façon bien visible, à proximité des zones d'intervention nécessitant cette protection et leur accès est maintenu constamment dégagé.

Ils sont protégés du gel éventuel et le personnel est entraîné à leur manœuvre.

11.6.2 Voies d'accès

Les voies d'accès au site réalisées en revêtement durable doivent être praticables en permanence aux engins de terrassement et de lutte contre l'incendie, et être maintenus en bon état de propreté.

11.6.3 Consignes

Des consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, évacuation du personnel, attaque au feu, ouverture des accès, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers,...) sont établies et affichées à l'entrée du site, dans les bureaux, ainsi qu'à différents endroits du chantier. Une procédure d'alerte est élaborée.

11.6.4 Permis de feu

Il est interdit de fumer ou de pénétrer dans l'enceinte du site avec une flamme nue. Cette interdiction est affichée de façon apparente à l'entrée du chantier de réhabilitation.

Tous les travaux nécessitant une flamme ou susceptibles de générer des étincelles, effectués dans une zone présentant un risque d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu dûment signé par un responsable nommément désigné.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles d'une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu. Cette consigne prévoit notamment la mise en place des dispositions de lutte contre l'incendie et si nécessaire la surveillance de l'explosivité de l'atmosphère.

11.6.5 Accidents - Incidents

En cas d'accident ou d'incident, l'exploitant doit prendre toutes les mesures qu'il jugera nécessaires afin d'en limiter les effets. Il est responsable de l'information des Services Administratifs et des Services de Secours concernés.

L'exploitant est tenu de déclarer sans délai à l'inspection des installations classées les accidents et incidents survenus sur le site de l'ancien dépôt, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement. Il fournit à l'Inspecteur des Installations Classées sous quinzaine un rapport présentant les origines et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour pallier ces dernières et pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article 11.7 Sécurité des travailleurs

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs pour toute personne intervenant sur le chantier de réhabilitation.

ARTICLE 12

La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif de LILLE. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant, de quatre ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour de sa notification.

Article 13 - EXECUTION DE L'ARRETE

Monsieur le secrétaire général de la préfecture du Nord et Monsieur le sous-préfet de Dunkerque sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le maire de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA
- Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SAINT-GEORGES-SUR-L'AA et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Fait à LILLE, le

03 JUIL 2009

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet,


Jean-Régis BORIUS

